

LES EVOLUTIONS DES STRATÉGIES DE DÉFENSE AU LEVANT

PAR

XAVIER HAUTCOURT (*)

Avec la nouvelle donne stratégique des années 1990 et les changements induits dans la conduite de la guerre par la Révolution dans les affaires militaires (RMA) (1), toute réflexion sur le fait fortifié et les dispositifs de contre-mobilité, tels que les murs et les clôtures de sécurité, fut considérée comme dépassée. En effet, la radicalisation de la stratégie d'interdiction aérienne qui devait aboutir à une paralysie stratégique absolue de l'adversaire dès l'ouverture du conflit laissait entrevoir la perspective de conflits sans combats et donc la fin de la guerre d'attrition.

Or, l'émergence des menaces asymétriques et les difficultés rencontrées sur les différents théâtres d'opérations par les forces armées occidentales, des guerres d'ex-Yougoslavie à la récente guerre du Liban de l'été 2006, en passant par l'Afghanistan et l'Iraq, ont démontré les limites d'une telle conception de la guerre essentiellement appuyée sur l'arme aérienne et les nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Plus de trois ans après la guerre du Liban de l'été 2006 et alors que l'année 2010 pourrait bien être le témoin d'un second «*round*» du conflit entre Israël et le Hezbollah (2), il est intéressant d'essayer de resituer cette guerre par rapport aux principales doctrines d'emploi des forces armées conventionnelles, notamment par rapport au concept d'emploi de l'arme aérienne et aux modes opératoires des acteurs infra-étatiques. Quel est

(*) Chercheur à l'Institut français de géopolitique de l'Université Paris VIII (France).

(1) Pour Latham (1999), la Révolution dans les affaires militaires renvoie à «*l'application de forces militaires précises contre des infrastructures de communication et de commandement ennemies, l'accélération du déroulement des opérations militaires et la domination sur le plan de la manœuvre et de l'information guidant le combat dans la totalité de l'espace.*» Elle constitue une synthèse de l'impératif clausewitzien de concentration de la force et de la théorie de Douhet, qui vise la décapitation de l'adversaire par des moyens aéroportés. Cette stratégie permet de mener des guerres localisées et éclairs. Cité par Charles-Philippe DAVID, *La Guerre et la paix. Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*, Presses de Sciences Po, Paris, p. 194.

(2) Interrogé par la commission des affaires étrangères et sécuritaires de la Knesset, Ehud Barak, le ministre israélien de la Défense, a déclaré, le 30 décembre 2009, qu'«*une guerre avec le Hamas ou le Hezbollah ou les deux est possible l'année prochaine*». A la suite des élections législatives libanaises de juin 2009 et à la formation du gouvernement libanais à la fin de l'année 2009, qui compte désormais des ministres du Hezbollah, les autorités israéliennes ont annoncé qu'elles tiendraient le Liban responsable de toute action entreprise par le Hezbollah.

l'impact de la puissance aérienne sur les modes opératoires des acteurs armés non conventionnels ?

Les premiers enseignements déjà tirés de la guerre du Liban de 2006, puis de celle de Gaza à la fin de l'année 2008 n'épuisent pas les réflexions sur les limites de la stratégie d'interdiction aérienne face aux acteurs asymétriques et leurs conséquences sur la compréhension des usages de la force armée par ces acteurs. Au fil du temps et des retours d'expérience, les acteurs modifient leurs stratégies et adaptent leurs systèmes de défense en vue de la prochaine confrontation.

LES LIMITES DE LA STRATÉGIE D'INTERDICTION AÉRIENNE CONTEMPORAINE

Lors de la guerre du Liban de l'été 2006 (3), on a vu la stratégie d'interdiction aérienne israélienne buter sur les contre-mesures asymétriques du Hezbollah, obligeant le commandement israélien à engager en hâte et sans véritable travail de planification préalable ses troupes au sol. En dépit de conditions extrêmement favorables au déploiement de la puissance aérienne israélienne (faible distance entre l'arrière et le théâtre d'opérations, quasi-inexistence de menace au sol), la campagne aérienne n'a pas apporté les résultats escomptés par l'état-major israélien.

Les résultats mitigés de cette campagne aérienne relèvent d'un usage inadéquat de la force et d'une confiance excessive dans les possibilités offertes en matière d'interdiction par l'arme aérienne. Cette stratégie, qui vise essentiellement à empêcher tout mouvement de l'ennemi à défaut de pouvoir le détruire, s'appuie sur un grand nombre de frappes aériennes simultanées sur les centres de gravité et lignes logistiques de l'adversaire, qui doivent aboutir à sa paralysie.

Cette stratégie mise en œuvre lors de la première guerre du Golfe par les forces américaines a inspiré la nouvelle doctrine de contre-insurrection israélienne au Sud-Liban (4) à partir du milieu des années 1990 et dans les territoires palestiniens à la suite du déclenchement de la seconde Intifada (5). La montée en puissance du rôle dévolu à l'arme aérienne dans la doctrine stratégique israélienne reflète un passage d'un modèle de forces

(3) Sur la guerre de juillet-août 2006 au Liban, cf. «La guerre de juillet. 'Analyse à chaud' de la guerre israélo-hezbollah» (juillet-août 2006)», *Cahiers du Retex*, oct. 2006; M. KHAWAGÉ, «Les leçons de la guerre du Liban», *Shu'un al-Awsat*, n° 125, print. 2007, S. BIDDLE/J.A. FRIEDMAN, *The 2006 Lebanon Campaign and the Future of Warfare : Implications for Army and Defense Policy*, Strategic Studies Institute, US Army War College, sept. 2008, disponible sur le site Internet [www. Strategicstudiesinstitute.army.mil](http://www.Strategicstudiesinstitute.army.mil).

(4) Pour de plus amples détails sur la doctrine de contre-guérilla mise en œuvre par les Israéliens au Sud-Liban, cf. Shmuel L. GORDON, «The vulture and the snake. Counter-guerrilla air warfare : the war in Southern Lebanon», *Mideast Security and Policy Studies*, n° 39, juil. 1998.

(5) Cf. M. VAN CREVELD, *Air Power and Maneuver Warfare*, Air University Press, 1994; R. RODMAN, «The role of Israel air force in the operational doctrine of the Israel Defence Forces : continuity and change», *Air and Space Power Chronicles*, 29 juin 2000.

adapté aux guerres classiques interétatiques et essentiellement basé sur la manœuvre à un modèle de guerres limitées, dont le but n'est plus la destruction totale des forces adverses ou leur expulsion d'un territoire, mais leur neutralisation ou leur affaiblissement. La radicalisation de la stratégie d'interdiction aérienne, qui devait aboutir à une paralysie absolue de l'adversaire dès l'ouverture du conflit, laissait entrevoir la perspective de conflits sans combats et permettait d'espérer la fin de la guerre d'attrition. Les évolutions doctrinales en faveur de l'arme aérienne et des stratégies de mise à distance du théâtre d'opérations n'ont pas échappé aux acteurs infra-étatiques au Levant, comme le Hezbollah ou le Hamas, lesquels perçoivent désormais l'armée israélienne comme une armée essentiellement technologique, dont la force repose sur l'arme aérienne et la puissance de feu d'une artillerie de précision.

Face au délaissement du combat d'attrition par les forces armées conventionnelles occidentales, notamment israéliennes, et à leur évolution vers des missions militaro-policières, les acteurs infra-étatiques tels que le Hezbollah et le Hamas ont fait évoluer leurs systèmes de défense et leurs stratégies combattantes en valorisant les atouts de leur terrain et en cherchant à porter la guerre dans la profondeur du territoire adverse.

Les récentes guerres du Liban et d'Iraq ont démontré que, face aux acteurs asymétriques, l'engagement sur le terrain reste nécessaire. L'arme aérienne sans déploiement conjoint au sol ne peut traiter les menaces asymétriques et nettoyer le territoire d'un adversaire qui tire parti de tous les atouts d'un environnement connu et préparé à l'avance. L'opération à Gaza à la fin de l'année 2008 a d'ailleurs fait la preuve que l'armée israélienne avait retenu certaines leçons en ce sens de son opération au Liban en 2006.

Les guerres au Levant continuent de s'ancrer dans un territoire, avec son histoire, son univers socioculturel particulier, qui modèle les stratégies et les tactiques des combattants.

LES STRATÉGIES D'INTERDICTION DES ACTEURS INFRA-ÉTATIQUES

La guerre au XXI^e siècle reste donc une affaire d'attrition et nécessite toujours des protections pour les combattants, mais aussi pour les civils, et des dispositifs pour contrôler le territoire. Les adversaires cherchent toujours à compenser leurs faiblesses physiques par des protections (feu, mur, hauteur) permanentes ou de campagne et la maîtrise de promontoires stratégiques ou de sites d'éperons. La géographie et la topographie du territoire conservent donc toute leur importance dans la conduite de la guerre contemporaine.

La «contre-stratégie» d'interdiction du Hezbollah

Lors de la guerre de juillet, le Hezbollah (6) a réussi à compenser son infériorité technologique et militaire par une combinaison efficace d'économie de ses forces, concentrées sur des secteurs très limités mais jugés stratégiques, et une saturation de tirs, visant à compenser leur faible précision par leur nombre, sur le nord du territoire israélien.

Le mouvement chiite s'est appuyé sur une formation de lancement de roquettes de faible signature (les Katiouchas), décentralisée et autonome, donc sans véritable centre de gravité identifiable, soutenue par des formations d'artillerie de longue portée, dont le but est de maintenir la pression sur le front intérieur israélien en le plaçant dans une situation d'alerte permanente. Cette formation se compose de quatre lignes d'artillerie qui quadrillent le territoire libanais dans toute sa profondeur.

Au niveau tactique, le mouvement a déployé une formation combattante en appui à la ligne d'artillerie à la frontière, dispersée sur toute la zone et agissant de manière autonome, composée de forces de guérilla entraînées à la lutte antitanks, protégées par des dispositifs fortifiés souterrains, en zones ouvertes et urbaines. Cette deuxième formation vise avant tout la contre-mobilité, puisqu'elle sert à occuper le terrain et à freiner la progression des troupes israéliennes en territoire libanais. Elle assure par ailleurs la sécurité et le bon fonctionnement des liaisons logistiques entre les différents éléments du dispositif défensif de la milice chiite et l'arrière.

Le Hezbollah a «exporté» son système de défense vers la bande de Gaza, où il a aidé le Hamas (7) depuis 2007 à bâtir trois lignes de défense qui quadrillent le territoire gazaoui dans toute sa longueur. Grâce à l'expertise du Hezbollah, le Hamas s'est rapidement transformé en une quasi-force armée régulière, organisée en six brigades, autonomes et multi-armes, bien entraînées et disposant d'une puissante artillerie. En dépit des importants efforts de préparation réalisés depuis 2007, lors de l'opération Cast Lead fin 2008, les performances de l'appareil militaire du Hamas, notamment de ses troupes d'active, les brigades Izz al-Din al-Qassam, se sont révélées décevantes.

C'est que, à la différence du Hamas, qui a acquis au cours des deux dernières décennies un savoir-faire en matière d'attaque terroriste, le Hezbollah bénéficie lui d'une véritable expérience combattante de terrain. Grâce à l'expérience de la zone de sécurité et aux nombreux engagements avec les

(6) Sur les modes opératoires du Hezbollah, cf. notamment A. EXUM, «Hizballah at war. A military assessment.», *Policy Focus* (Washington Institute for Near East Policy), n° 63, déc. 2006; M. NORELL, «A victory for Islamism? The second Lebanon war and its repercussions», *Policy Focus* (Washington Institute for Near East Policy), n° 98, nov. 2009; «Le Hezbollah face aux armées conventionnelles. Perspectives historiques des modes d'action.», *Les Cahiers de la recherche doctrinale*, oct. 2008.

(7) Sur l'opération Cast Lead et les modes opératoires du Hamas, cf. notamment Y. COHEN/J. WHITE, «Hamas in Combat. The military performance of the Palestinian Islamic resistance movement», *Policy Focus* (Washington Institute for Near East Policy), n° 97, oct. 2009.

forces israéliennes dans la zone frontalière, les combattants du Hezbollah ont acquis une fine connaissance des modes opératoires de leur adversaire. Ils utilisent avec beaucoup d'efficacité les systèmes d'armes dont ils disposent et font preuve d'une grande capacité d'innovation doctrinale, analysant et adaptant sans cesse leurs modes opératoires.

Le Hezbollah a ainsi créé une configuration conflictuelle qui ne laissait que de mauvaises options aux Israéliens : soit éviter l'engagement sur le terrain et s'appuyer uniquement sur l'arme aérienne, au risque d'exposer le front intérieur à la menace des roquettes; soit entrer au Liban, au risque de perdre un grand nombre de soldats dans un engagement basé sur l'attrition.

La guerre révolutionnaire et les atouts du terrain

Au tournant des années 1990 et 2000, le Hezbollah s'est ainsi employé à élaborer une stratégie offensive basée sur l'interdiction, procurée par ses capacités d'artillerie et sur une contre-mobilité tactique assurée par ses formations combattantes entraînées à la guérilla et agissant dans un espace bien préparé. La stratégie d'interdiction n'est plus l'apanage des forces armées conventionnelles : les groupes armés non étatiques déploient également des stratégies d'interdiction dont le domaine n'est pas l'air mais le terrain, dont ils tirent parti de tous les atouts.

Le Hezbollah a mis en place, depuis le retrait des Israéliens en 2000, un important réseau de positions fortifiées, pour la plupart souterraines, qui assurent aussi bien des fonctions de protection que sa logistique et permet au mouvement de soutenir une campagne de longue durée. Le Hezbollah a ainsi bâti au sud du Litani deux lignes de défense fortifiées, faites de tunnels, de bunkers et de zones de stockage. Le mouvement a également miné l'ensemble des axes de progression possibles des blindés israéliens, avec des engins explosifs placés aux croisements stratégiques et à proximité des positions d'embuscades et le long des routes.

Sur le même modèle, le Hamas a bâti sa première ligne de défense à un ou deux kilomètres de la frontière. La deuxième ligne de défense, appuyée sur la formation d'artillerie du Hamas, protège les alentours des zones urbaines de la Bande et notamment Gaza, où se trouvent les infrastructures de commandement et de contrôle du mouvement. Entre les deux lignes, des zones d'embuscades ont été aménagées et les axes possibles de progression des forces de l'infanterie israéliennes minés. La troisième ligne de défense est constituée par les réseaux de tunnels et bunkers aménagés par le Hamas dans les villes de la Bande, qui facilitent les déplacements des combattants et de leurs munitions, permettent de tendre des embuscades aux forces israéliennes ou servent à cacher des sites de lancement ou des lanceurs mobiles.

Le Hamas a également continué à étendre son réseau de tunnels reliant la bande de Gaza à l'Égypte, qui sert aussi bien à approvisionner le mouvement en armes qu'à contourner le blocus terrestre et maritime de la bande de Gaza ou encore à infiltrer des combattants en territoire israélien pour y kidnapper des soldats ou y perpétrer des attentats suicides.

La milice chiite a également aménagé des positions dans les localités du Sud-Liban reliées entre elles par des tunnels et développé ses capacités de renseignement. Le Hezbollah s'est ainsi emparé des promontoires stratégiques et autres sites d'éperons du Sud-Liban et construit un dispositif de communication, mêlant les technologies les plus modernes à des appareils très basiques, afin de se protéger des moyens de guerre électronique israéliens.

Ces différents dispositifs tendent à faire du Sud-Liban aussi bien que de Gaza de véritables bases d'opérations (8). Ces dernières assurent le camouflage et la protection des combattants, de leurs armes et de leurs systèmes de communication, ainsi que la logistique des opérations sur la durée.

Ces différentes mesures illustrent la volonté du Hamas de se doter d'une véritable base d'opérations sur le modèle de celle bâtie par le Hezbollah au Sud-Liban à la suite du retrait des forces israéliennes de la zone de sécurité en 2000.

De la nécessité d'ancrer la « guerre des partisans » dans un territoire

Le regain d'intérêt des acteurs asymétriques du Levant pour les bases d'opérations, délaissées par les forces armées occidentales, démontre que le fait fortifié et les dispositifs de contre-interdiction, même sommaires, conservent toute leur actualité au XXI^e siècle.

Les fortifications permanentes ou de campagnes sont de peu d'utilité sans renseignements et liaisons permanentes avec l'ensemble du dispositif, ce qui explique l'étirement des lignes logistiques du Hezbollah du Sud-Liban vers le reste du territoire libanais. Depuis la fin de la guerre, le mouvement a acquis des terrains dans la zone au nord du Litani, afin de constituer des « poches de sécurité » dont l'accès est interdit au public. D'autres terrains ont également été achetés dans le centre du pays et dans la région de la Bekaa en vue de renforcer l'implantation chiite dans ces zones et créer des couloirs mettant les lignes logistiques de la milice à l'abri d'une population amicale. Pour le Hamas, la question de l'ancrage territorial est encore plus cruciale compte tenu de l'exiguïté et de la densité de population de la bande

(8) La base d'opérations est une « zone pivot à partir de laquelle une armée va monter une opération ou une campagne. Elle y trouvera les approvisionnements de toute nature dont elle a besoin, ainsi qu'un abri pour le reconditionnement des troupes et, éventuellement, en cas de retraite ». J. KLEIN/T. DE MONTBRIAL (dir.), *Dictionnaire de stratégie*, PUF, Paris, 2000.

de Gaza. Le Hamas a d'ailleurs fait des qualités de camouflage et de protection qu'offre le milieu urbain un des atouts de sa stratégie de défense.

Il doit donc exister une étroite imbrication entre les problématiques stratégiques, opérationnelles et tactiques renvoyant à l'interdiction et la contre-mobilité et les questions politiques et économiques liées au fonctionnement d'un système de production et d'un appareil d'Etat.

Ces développements n'auraient donc pu être mis en œuvre efficacement sans l'inscription par les deux mouvements de leur action dans des territoires et dans une réalité sociale. Or, cette inscription socio-territoriale relève de deux stratégies différentes dans le cas du Hezbollah et du Hamas, qui reflètent leurs adaptations aux conditions de la lutte contre l'adversaire israélien au cours du temps. D'un côté, le Hezbollah s'est très tôt engagé dans une stratégie de développement socio-économique du Sud-Liban et de la banlieue sud de Beyrouth, en prenant en charge les besoins et les aspirations d'une communauté chiite libanaise historiquement marginalisée. En bâtissant un important réseau d'organisations caritatives, sociales et éducatives, à même d'encadrer et de mobiliser les masses chiites libanaises en une forme de contre-société, il a définitivement ancré son action «résistante» au sein de la réalité politico-sociale libanaise. Son engagement dans la vie politique libanaise au début des années 1990 lui a par la suite permis de «nationaliser» son action armée en essayant de mobiliser l'opinion publique libanaise autour des «succès de la résistance». A l'aide d'un important effort de propagande et d'un compromis tacite avec le gouvernement, il a acquis un statut de milice de défense nationale, partageant avec l'armée et les forces de sécurité intérieures libanaises le monopole de la violence légitime au Liban.

Le Hamas (9), de son côté, a profité de l'effondrement de l'Autorité palestinienne, auquel il a largement contribué. A partir de 2007, il s'est emparé par la force de la bande de Gaza, en tentant d'éliminer les grandes familles de Gaza et en livrant un combat acharné aux forces du Fatah, une tentative d'élimination de ses concurrents qui rappelle à certains égards le premier stade de la guerre révolutionnaire théorisée par Mao (10). Depuis la fin de 2007, il s'est définitivement emparé de la bande de Gaza et a intégré les forces de la sécurité intérieure dans ses troupes.

Les évolutions/transmutations qu'ont subies les deux mouvements ces dernières années renvoient au deuxième stade de la guerre révolutionnaire théorisée par Mao et décrite par Galula (11), celui de la sanctuarisation de bases arrière qui s'accompagne d'un effort pour élargir le soutien populaire

(9) Cf. «Ruling Palestine I : Gaza under Hamas», *Middle East Report*, n° 73, 19 mars 2008.

(10) Tsé-Toung MAO, *Problématiques stratégiques de la guerre révolutionnaire en Chine*, 1936, et *Questions de stratégie dans la guerre de partisans anti-japonaise*, 1938.

(11) Cf. David GALULA, *Contre-insurrection : théorie et pratique*, Economica, 2008. Le général Petraeus a dit s'être inspiré de ce texte pour la contre-insurrection en Iraq.

de l'insurrection au nom d'une lutte pour une cause consensuelle. La problématique de la légitimité de la cause que défend le mouvement de guérilla reste certainement la principale limite de l'action du Hamas, qui a réussi à imposer son pouvoir bien plus par la force que par l'adhésion.

Loin des considérations sur la fluidité du monde moderne et les acteurs infra-étatiques déterritorialisés, les acteurs armés infra-étatiques au Levant continuent d'ancrer leur action dans un territoire, démontrant l'actualité sans cesse renouvelée de la guerre des partisans décrite par Carl Schmitt (12). Le partisan est, selon la caractérisation de ce dernier, un être mobile au sens d'un être mouvant, qui se transforme et s'adapte sans cesse aux nouvelles conditions de la lutte. Son mouvement est entièrement mobilité car il n'a pas de centre de gravité unique, mais une multiplicité de points fixes, plus ou moins temporaires, à partir desquels il opère. Il est un être «tellurique», c'est-à-dire caractérisé par un «*lien avec le sol, avec la population autochtone et avec la configuration géographique du pays, forêts, jungle ou désert*» (13) Le caractère accidenté et cloisonné de la région du Sud-Liban, parsemée de nombreuses zones bâties, permet ainsi au Hezbollah de faire jouer à plein ses modes tactiques de guérilla face aux colonnes blindées israéliennes. L'exiguïté de ce territoire favorise la mobilité tactique de la guérilla, laquelle peut par ailleurs compter sur le soutien d'une population dont ses combattants sont issus face à une armée conventionnelle qui ne peut effectuer de grandes manœuvres et profiter de sa supériorité de départ.

L'espace du partisan, à la différence de celui du stratège des armées régulières, est un espace vécu, dont il connaît et a lui-même expérimenté toutes les dimensions. Le partisan ajoute donc la «dimension de la profondeur» à l'espace, celle du temps et de l'expérience. Les combattants du Hezbollah sont en effet pour la plupart issus de la zone dans laquelle ils opèrent. Leur connaissance intime du terrain compense leur manque de formation. A ce titre, on soulignera que si l'ensemble de la population n'est pas favorable au mouvement chiite, elle ne lui est en tout cas pas ouvertement hostile.

Cela explique le déplacement des théâtres d'opérations contemporains vers des zones dites «grises», c'est-à-dire effaçant les limites entre monde civil et combattant, entre le front et l'arrière, dans des terrains montagneux ou de forêts ou urbains. L'incrustation de l'action militaire du Hamas dans la réalité urbaine gazaouie, comme l'a révélée la guerre de la fin de l'année 2008, est un véritable archétype de cette nouvelle guerre des partisans. Le caractère «tellurique» du partisan, c'est-à-dire son enracinement historique et son attachement à une terre, le libère ainsi des contraintes du terrain, lesquelles deviennent pour lui un atout et autorisent son mouvement.

(12) Carl SCHMITT, *La Notion du politique. Théorie du partisan*, Flammarion, Paris, 1992.

(13) *Ibi.*, p. 233.

Le partisan ajoute une profondeur au théâtre d'opérations en se fondant dans un territoire et une population et remet en cause l'espace autant que le droit de la guerre. Le théâtre d'opérations au sens d'un espace nettement circonscrit dans lequel s'affrontent des forces armées égales et qui se reconnaissent comme telles disparaît, déstabilisant les forces armées conventionnelles aussi bien au niveau de la définition de leurs objectifs de guerre que de leur planification opérationnelle. Les difficultés de localisation des centres de gravité opérationnels de la milice chiite ont ainsi amené l'armée de l'air israélienne à frapper des objectifs civils, comme à Qana (14) ou à Beyrouth, dont les conséquences dramatiques ont largement été exploitées par le Hezbollah dans la cadre de sa stratégie de propagande médiatique (15). A Gaza, où le Hamas a caché son appareil militaire au cœur de la ville, il est bien difficile de distinguer la frontière entre espaces civil et militaire. Les contraintes juridiques de l'action militaire désavantagent donc par avance les forces armées conventionnelles face aux adversaires asymétriques (16), qui, du fait de leur nature non étatique, ne peuvent avoir à rendre compte de leurs exactions.

Au-delà du niveau purement militaire, ce sont les représentations mêmes de la guerre comme phénomène social et organisé qui vacillent sous les coups de boutoirs des acteurs asymétriques. La guerre des partisans qui efface les barrières entre le monde civil et le monde combattant induit la peur d'une diffusion généralisée de la guerre, où derrière chaque citoyen surgit un combattant. C'est précisément dans la peur créée par les menaces asymétrique que la recherche de la paralysie stratégique atteint son aboutissement.

La stratégie d'interdiction «non conventionnelle» des acteurs asymétriques recherche donc avant tout un effet final cognitif. C'est ici que le modèle militaire occidental des guerres limitées de haute technologie atteint ses limites.

L'INFLUENCE DOCTRINALE DU HEZBOLLAH SUR LES AUTRES ACTEURS DE LA RÉGION

A la faveur de la guerre de 2006, le Hezbollah est devenu un véritable acteur militaro-stratégique à part entière, au niveau régional, voire international. Il semble même en mesure d'exercer une certaine influence sur

(14) Dans la nuit du 30 juillet 2006, l'aviation israélienne a bombardé la ville de Qana, faisant 28 morts (dont 16 enfants). Les images de ce drame ont été passées en boucle pendant plusieurs jours sur les chaînes arabophones comme Al Manar ou Al Jazira, qui ont dressé un parallèle avec les circonstances du bombardement de Qana en 1996 – baptisé par celles-là le «massacre de Qana» – lors de l'opération Raisins de la colère.

(15) La chaîne de télévision du Hezbollah, Al Manar, a ainsi diffusé en boucle un montage grossier montrant la corvette israélienne *Hanit* en feu, touchée par un missile au large de Beyrouth, le 14 juillet 2006.

(16) Cf. les conclusions du rapport Goldstone, publié le 15 septembre 2009 par l'ONU.

d'autres acteurs de la région, étatiques (comme la Syrie, voire l'Iran) et non étatiques. En effet, les groupes armés palestiniens (17), le Hamas en tête, ont retenu les leçons de la guerre de 2006, ainsi que l'a récemment démontré la guerre de Gaza. Depuis 2006, ces derniers ont entamé un véritable effort pour améliorer leurs capacités de roquettes et de missiles de courte, moyenne et longue portées.

Par ailleurs, plus que les stratégies du Hezbollah, c'est sa capacité d'innovation doctrinale et sa psyché combattante particulière qui fascinent les acteurs armés de la région. L'intérêt porté par les groupes armés en Palestine aussi bien qu'en Iraq, voire dans le Golfe (Yémen notamment), pour la lutte antitanks et le combat en petites unités très mobiles démontrent les premiers effets de cette émulation négative, qui ne va pas sans susciter des rivalités dans la lutte contre les adversaires américain et israélien.

La montée en puissance d'acteurs infra-étatiques tels que le Hezbollah et le Hamas parallèlement à l'affirmation de la puissance régionale iranienne oblige les acteurs régionaux à repenser leurs systèmes de défense en fonction des nouvelles contraintes stratégiques régionales (18).

Les alliés du «front du refus» (Iran-Syrie-Hezbollah-Hamas) se sont ainsi engagés dans un effort de modernisation et de transformation de leurs appareils militaires respectifs, en intégrant des dimensions non conventionnelles dans leurs stratégies de défense. Dès l'automne 2006, on a pu constater un certain renouveau dans les travaux de réflexion et d'analyse produits par ces acteurs, essentiellement orientés vers les problématiques de l'approche indirecte, de la lutte antitanks et de l'utilisation des technologies modernes sur le champ de bataille.

Depuis la guerre de 2006, la Syrie a mené un véritable effort de renouvellement doctrinal, orienté essentiellement vers les moyens et les stratégies de guerre asymétrique, notamment en matière d'interdiction et de contre-mobilité. Par ailleurs, la Syrie a procédé à un véritable effort de modernisation de ces matériels en concentrant ses acquisitions sur la défense aérienne, les missiles et roquettes (notamment les missiles antitanks) et la défense côtière. La Syrie a établi un système de défense basé sur quatre lignes d'artillerie dont la profondeur stratégique s'étend jusqu'à Téhéran. Un dispositif de tunnels et de fortifications inspiré de celui du Hezbollah au Sud-Liban a été construit ces trois dernières années, avec l'aide des militaires du génie iranien, afin de protéger ces lignes d'artillerie et les troupes syriennes entraînées à la lutte antitanks des attaques de l'aviation et de l'artillerie israéliennes.

(17) Cf. M. KHAWAGÉ, *op. cit.*

(18) Pour les évolutions des appareils de défense au Moyen-Orient, cf. M. KHAWAGÉ, *Le Moyen-Orient. Transformations stratégiques*, Beyrouth, 2008; Centre d'études stratégiques de Damas, «L'armement et le désarmement et la sécurité internationale 2006-2007», *The Military Balance 2007-2008*, 2008.

L'Iran, de son côté, a poursuivi et accéléré ses efforts en matière de défense anti-aérienne et de capacités balistiques, aussi bien en ce qui concerne les acquisitions que les productions locales. Depuis la fin de la guerre du Liban, l'effort doctrinal iranien a principalement porté sur l'élaboration et la mise en œuvre d'une doctrine de guérilla navale. Désormais l'Iran disposerait d'une véritable capacité d'action sur mer, avec des moyens rapides et modernes, à large spectre de manœuvre, et des capacités balistiques modernes (missiles de croisière et torpilles) capables de détruire des objectifs maritimes dans les eaux territoriales sud.

La montée en puissance de cette alliance Syrie-Iran-Hezbollah-Hamas déstabilise les équilibres de forces des années 1990 au profit d'une bipolarisation pro-/anti-«alliance occidentale» et force les acteurs «pro-occidentaux» (alliés arabes de Washington) du Moyen-Orient à poursuivre, mais avec certains ajustements, l'effort de construction/modernisation de leurs forces armées entamé dans les années 1990. Les Etats du Golfe, directement menacés par la montée en puissance de l'Iran et hantés par la peur d'une dissension chiite intérieure, sont engagés dans une course à l'acquisition de systèmes d'armes ultra-modernes qui doivent pallier leur manque d'effectifs. L'Égypte et la Jordanie quant à elles continuent de renforcer les segments militaro-sécuritaires de leurs forces armées afin de faire face aux menaces intérieures, notamment terroristes.

UN RETOUR AUX STRATÉGIES CLASSIQUES D'INTERDICTION ?

Les limites des stratégies d'interdiction ou du concept de «préclusion stratégique» (19) cher aux stratèges de la RMA ont redonné un intérêt aux stratégies classiques d'interdiction et aux dispositifs de contre-mobilité. Puisque la stratégie d'interdiction vise un but essentiellement négatif, que la pression se desserre et l'adversaire retrouve sa capacité d'action. Or, les acteurs asymétriques font d'autant plus peur qu'ils cherchent à saper les fondements mêmes sur lesquels reposent la société en remettant en cause l'ordre établi.

La peur et le besoin vital de protection qu'elle induit invitent donc les sociétés occidentales à se barricader derrière de hauts murs qui doivent les isoler de ces menaces. Cela explique le retour des commandements militaro-politiques occidentaux aux stratégies classiques d'interdiction et de contre-mobilité, aussi bien au Levant qu'aux Etats-Unis, voire en Europe. C'est la

(19) «Stratégie visant à empêcher les Etats de pouvoir mener la guerre en les neutralisant très tôt par une attaque décisive. Cette attaque, en principe élimine l'escalade, est peu dangereuse et peu coûteuse en vies humaines», d'après Charles-Philippe DAVID, *op. cit.*, p. 194. Cf. également Saïda BEDAR, «La dominance informationnelle comme paradigme central de la stratégie américaine», Séminaire de l'ADEST, Ecole des Mines de Paris, 14 déc. 2000.

peur de l'anarchie et de la guerre de tous contre tous qui a poussé les forces armées conventionnelles à ériger des murs et des barrières pour protéger leurs citoyens.

Cela explique que les stratégies d'interdiction classiques, comme le blocus et les dispositifs de contre-mobilité tels que les clôtures et les murs, conservent leurs intérêts pour empêcher le réarmement ou l'infiltration des groupes armés sur le territoire et, partant, réduire leur capacité d'initiative entre deux périodes de conflit ouvert.

Les stratégies d'interdiction et dispositifs de contre-mobilité classiques

Ainsi, dès les années 1990, Yitzhak Rabin prônait la séparation d'Israël des territoires palestiniens et la suppression de tous les points de friction entre les deux territoires et leurs populations. Toutefois, il a fallu attendre le début de la deuxième Intifada en 2000 pour voir la mise en application de cette stratégie.

Dès 2002, l'armée israélienne a ainsi procédé au bouclage de la bande de Gaza afin d'affaiblir le Hamas. Cette stratégie de blocus a été renforcée à la suite du retrait de Gaza et de la victoire du Hamas aux élections début 2006. Le blocus de la marine israélienne au large de Gaza empêche par ailleurs l'accès de ce territoire par la mer.

En Cisjordanie, l'érection de la clôture de sécurité est venue parachever l'ensemble de check points, de postes de contrôle gardés par des patrouilles et de routes de contournement reliant les colonies de Cisjordanie au territoire israélien. Ce dispositif isole définitivement les Israéliens des Palestiniens. Le modèle de cette clôture de sécurité, qui semble avoir permis de réduire le nombre des infiltrations de kamikazes en territoire israélien, a été repris par les Américains pour sécuriser la zone verte à Bagdad ainsi que certains quartiers abritant des membres de la minorité sunnite.

A la frontière israélo-libanaise, la barrière de sécurité érigée tout le long de la frontière n'a pas été démantelée, en dépit du retrait israélien du Sud-Liban. Or, le raid du Hezbollah contre les positions israéliennes à la frontière le 12 juillet 2006 a montré les limites d'un tel dispositif.

Ainsi, à l'issue de la guerre de l'été 2006, la résolution 1 701 a décrété un blocus de la frontière syro-libanaise visant à empêcher le réarmement du Hezbollah et ordonné le déploiement des troupes de la FINUL II, renforcée, et de l'armée libanaise dans la zone allant de la frontière israélo-libanaise à la rive sud du fleuve Litani.

Les stratégies de blocus conservent donc toute leur pertinence à l'époque contemporaine. Au niveau tactique, les dispositifs de contre-mobilité passifs comme les murs et les clôtures de sécurité restent également efficaces pour entraver la capacité d'action de l'adversaire. Ces dispositifs semblent en

effet à l'heure actuelle être la seule solution efficace pour protéger le territoire des risques d'infiltration adverses ou empêcher les trafics d'armes permettant le renforcement des capacités combattantes de l'adversaire.

Les stratégies de contournement

Aucune séparation n'est jamais véritablement «étanche» dans la durée, car l'adversaire cherche toujours à contourner les barrières ou les murs.

Depuis une dizaine d'années, le percement de tunnels et d'infrastructures souterraines est devenu l'un des principaux moyens de contourner les dispositifs de blocus imposés aux territoires palestiniens et plus récemment au Liban. Creusés sous les frontières, ils permettent d'acheminer toutes sortes de matériels, militaires mais aussi civils, puisqu'ils restent l'unique voie d'approvisionnement des populations enfermées dans ces espaces clos.

Au niveau purement militaire, ils facilitent l'infiltration et le camouflage des combattants et, donc, accroissent indéniablement leur mobilité et leur furtivité, ce qui les rend d'autant plus difficiles à identifier.

Dans les territoires palestiniens, on ne compte plus le nombre de tunnels qui relient la bande de Gaza au Sinaï et permettent ainsi de contourner le blocus total imposé par les forces israéliennes. Ces tunnels, qui servent aussi bien à la contrebande d'armes et d'explosifs qu'au ravitaillement général de la population gazouie, alimentent un tel trafic dans le Sinaï que les autorités égyptiennes ont entrepris la construction d'une barrière de métal souterraine le long de la frontière avec la bande de Gaza. Depuis la fin de la guerre de juillet-août 2006, le Hezbollah, quant à lui, aurait réussi à percer quatre tunnels reliant le Sud-Liban à Israël afin de contourner le blocus qu'impose le déploiement des forces internationales de la FINUL II et de l'armée libanaise dans la zone au sud du Litani.

Par ailleurs, depuis quelques années, l'utilisation de roquettes de courte portée – de type Katioucha ou leur version artisanale palestinienne, les Qassam – ou de mortiers est également devenue un moyen de contourner les clôtures et autre stratégie de blocus mises en place par l'armée israélienne en faisant pression sur le front civil israélien. Cette tactique, d'abord utilisée par le Hezbollah au Sud-Liban pour contourner la barrière de capteurs moderne installée à la frontière, a progressivement été reprise par le Hamas à Gaza et tend désormais à s'exporter à la Cisjordanie et à Bagdad.

Les dispositifs d'interdiction et de contre-mobilité ne sont donc jamais efficaces par eux-mêmes et ne peuvent seuls emporter la décision sur le théâtre d'opérations. Les adversaires cherchent toujours à mettre leur intelligence stratégique et tactique au service du contournement de ces dispositifs. Cela démontre que la fortification n'a aucune valeur en elle-même si elle ne tient pas compte des conditions géographiques aussi bien que socio-politiques dans lesquelles elle est mise en œuvre.

Les limites des moyens technologiques face aux stratégies de contournement

Pour répondre efficacement aux menaces dites asymétriques, le génie militaire contemporain doit donc intégrer l'ensemble des dimensions de l'univers dans lequel il opère. Sa problématique n'est donc pas uniquement une affaire de technicité.

Les armées occidentales, notamment les Israéliens (20), travaillent au développement de nouvelles techniques de localisation et de destruction des infrastructures souterraines, qui peinent toutefois à voir le jour. La technique la plus utilisée de nos jours, le *Ground Penetrating Radar* (21) – notamment par les troupes de l'OTAN dans le Philadelphia Corridor –, était déjà utilisée par les Américains au Vietnam contre les dispositifs souterrains vietcong. En attendant, le renseignement humain reste la meilleure capacité de localisation des tunnels. Ainsi, lors de l'opération Cast Lead en décembre 2008, les agents palestiniens du Shin Bet ont réussi à localiser une quarantaine de tunnels entre l'Égypte et Gaza.

En matière de destruction, jusqu'aux années 1970, les armées occidentales disposaient d'unités spécialement dédiées aux combats souterrains. Cependant, eu égard au taux très important de mortalité dans ces combats, les armées occidentales ont progressivement délaissé ce type de combat. Seule l'armée israélienne dispose encore d'une unité dédiée à la destruction des souterrains; mais, aujourd'hui, les soldats se contentent de détruire l'entrée des tunnels à la surface à l'aide d'explosifs.

Pour les ouvrages plus solidement fortifiés et profondément enterrés, leur destruction est assurée par des bombes à forte capacité de perforation, dont certaines ont été utilisées lors de l'opération à Gaza à la fin de l'année 2008 (22). En dépit de leurs capacités de frappe, l'effet de ces bombes reste limité par le manque de précision de la localisation des tunnels.

Face à la généralisation du recours aux roquettes de courte portée, comme les Katiouchas ou les Qassam, la guerre du Liban a montré que les batteries de défense anti-aériennes de type Hawk, Patriot ou Arrow ne servaient à rien. Le recours croissant à ces roquettes devrait encourager les autorités israéliennes à relancer la construction d'un programme de défense antimissiles de courte portée (THEL) et du radar Stunner. Les drones

(20) Des chercheurs israéliens de l'Institut Technion ont récemment mis au point un système à base de fibres optiques censées pouvoir détecter les micro-vibrations produites dans le sol par les travaux de percement des tunnels.

(21) Il s'agit d'un radar fixé sur un véhicule circulant très lentement au-dessus des zones supposées abriter des tunnels.

(22) D'après Intelligence online, l'armée israélienne a ainsi utilisé des bombes PB500A1 d'Israel Military Industries (1,8 mètre pour 425 kilos) et GBU-39 de Boeing (1,75 mètre pour 113 kilos) pour détruire certains tunnels du Hamas.

armés peuvent également se révéler très utiles en matière de localisation et de destruction de ces capacités balistiques de courte portée et leur rôle devrait certainement être renforcé dans les conflits futurs.

Les systèmes de défense terminale terrestre présentent toutefois des avantages indéniables : ils permettent une capacité d'alerte et de réaction très rapide, fonctionnant 24 h/24 de manière autonome et s'étendant à l'ensemble du territoire (23). Représentant une fonction de défense passive, ces systèmes intégrés ne nécessitent pas de déploiement en territoire ennemi et restent donc le cadre de la stricte légitime défense. Or, eu égard aux velléités croissantes des groupes armés du Levant à se doter d'armes de plus en plus puissantes, ces systèmes de défense terminale conservent leur pertinence, même s'ils ne peuvent que minimiser les dommages une fois les missiles lancés.

CONCLUSION :
DE LA NÉCESSITÉ DE REVALORISER LE GÉNIE
ET LE RENSEIGNEMENT

Le fait fortifié et les stratégies classiques d'interdiction n'ont pas disparu avec la fin de la Guerre froide, bien au contraire. Parce que la RMA constitue une recherche absolue de mobilité, elle a poussé ses adversaires à se concentrer sur la contre-mobilité et l'interdiction. Face à l'utilisation croissante de l'arme aérienne par Israël, ses adversaires ont procédé à l'enterrement de leurs dispositifs combattants, aussi bien en rase campagne qu'en zone urbaine.

Face à ces acteurs asymétriques, la stratégie d'interdiction aérienne israélienne a atteint ses limites et invité, dès le début des années 2000, le commandement militaro-politique israélien à revenir aux stratégies classiques de l'interdiction comme le blocus et à l'érection de dispositifs de contre-mobilité tels que les murs et les clôtures de sécurité.

Le combat n'est donc pas plus déterritorialisé qu'il n'est mis à distance. Les combattants au Levant cherchent toujours à contrôler le territoire et à compenser leurs faiblesses par des dispositifs classiques d'interdiction et de contre-mobilité. Cette persistance du fait fortifié au Levant redonne une certaine actualité au génie militaire, lequel doit désormais intégrer les aspects asymétriques du combat.

Face à des adversaires qui tirent parti d'un terrain qu'ils ont soigneusement préparé bien à l'avance et sans cesse à la recherche de nouvelles innovations doctrinales, les forces armées conventionnelles sont invitées, en attendant le développement de technologies de détection plus efficaces, à

(23) Israël dispose d'une capacité d'alerte rapide autonome grâce aux systèmes Arrow et au radar Green Pine (installé au mont Hermon), qui viennent compléter les installations spatiales américaines.

renforcer leurs capacités de renseignement, en particulier humain. L'opération Cast Lead a fait la preuve que le renseignement reste le meilleur moyen d'anticiper et de contrer les évolutions stratégiques et tactiques des adversaires asymétriques.